

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 10 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAPA PROFILES

42 Rue de la Beauce
BP 89
28110 Lucé

Références : RAPVI/IC220507
Code AIOT : 0010000242

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2022 dans l'établissement SAPA PROFILES implanté 8 Rue Maurice Violette 28110 LUCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'un accident survenu sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAPA PROFILES
- 8 Rue Maurice Violette 28110 LUCE
- Code AIOT : 0010000242
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Site IED

Situation administrative:

L'établissement SAPA 2 est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 1983 à poursuivre ses activités industrielles et à exercer celles de l'atelier de peintures n° 2 dans l'enceinte de son usine. Cette autorisation a été complétée notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 décembre 2020 relatif à la surveillance des eaux souterraines au droit du site.

La principale activité exercée est visée par la rubrique suivante de la nomenclature des installations

classées :

- 3260 ; traitement de surface pour un volume de 325m3.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Accident survenu le 8 août 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Déclaration accident	Code de l'environnement du 08/08/2022, article R.512-69	/	Mesures d'urgence	15 jours
2	Déclaration accident	Code de l'environnement du 08/08/2022, article R.512-69	/	Mesures d'urgence	15 jours
3	Rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	/	Mesures d'urgence	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un déversement accidentel est survenu sur le site nécessitant la recherche de la cause et la mise en place de mesures curatives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/08/2022, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas déclaré à l'inspection des installations classées l'incident survenu sur le site entre le 7 et le 8 août 2022.
Observations : L'inspection des installations classées a été prévenu le 8 août 2022 par Chartres Métropole d'un déversement accidentel sur le site de HYDRO EXTRUSION LUCE 2. L'inspection s'est déplacée le 8 août 2022 sur site et a constaté le déversement d'un liquide blanchâtre depuis le site vers la voie publique et le réseau d'eau pluviale. Le jour de l'inspection, il n'y avait plus de débordement depuis le site vers la voie publique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Déclaration accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/08/2022, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis un rapport d'accident au préfet et à l'inspection des installations classées.
Observations : Le jour de la visite l'exploitant indique que le site est à l'arrêt et qu'aucun liquide n'aurait dû arriver au niveau de la station d'épuration. Le déversement provient d'un débordement de la cuve de décantation située avant la station d'épuration récupérant les eaux de process provenant des bacs de rinçage du traitement d'anodisation. L'exploitant indique que le tuyau reliant les bacs de décantation à la station d'épuration s'est bouché ce qui a entraîné un débordement anormal des cuves. L'exploitant indique être à la recherche de la cause de l'arrivée de liquide des bacs de rinçage vers les cuves de décantation. Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'un laboratoire qui a pris des échantillons pour analyse et d'une société pour déboucher le tuyau reliant les bacs de décantation à la station d'épuration, pomper les matières s'étant déversées et nettoyer la voie publique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...]
Constats : Le jour de l'inspection les rétentions sous les bacs de rinçage ne sont pas vides.
Observations : Le jour de l'inspection il est constaté que les bacs de rinçage sont pleins et que la rétention sous ces bacs contient un liquide blanchâtre similaire au liquide ayant débordé des cuves de décantation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 15 jours